



Le lundi 19 janvier, une table ronde a été organisée par CentraleSupélec à destination des étudiant.es de l'école. Il s'agissait, lors de cette table ronde, de rencontrer des entreprises, parmi lesquelles Dassault Aviation et Safran. À cette occasion, une quinzaine d'étudiant.es a organisé un "comité d'accueil" en scandant « Dassault, Safran, MBDA [également partenaire de l'école], de ces partenariats on n'en veut pas ! ». Dénonçant une activité qui peut porter préjudice à l'image de leur école, ils ont agi comme des étudiant.es et citoyen.nes responsables, indiquant qu'elles et ils n'exerceraient pas leur futur métier d'ingénieur dans n'importe quelle entreprise et dans n'importe quelles conditions, ni pour des entreprises dont la production peut servir dans des conflits marqués par la violation des droits humains et du droit humanitaire.

La semaine dernière, ce sont six étudiant.es CentraleSupélec de l'Université Paris-Saclay qui ont été convoqué.es par la direction générale des services et la direction juridique de l'école pour que leur soit signifié qu'une procédure disciplinaire allait être entamée contre eux. Contre toute attente, ce sont eux qui sont accusé.es d'avoir porté préjudice à l'image de l'école CentraleSupélec !

Nous sommes donc dans une situation où, au sein de l'Université Paris-Saclay, on empêche des étudiant.es d'exprimer une défiance, pourtant légitime, par rapport à des vendeurs d'armes. Loin d'établir un dialogue, l'école CentraleSupélec de l'Université Paris-Saclay choisit de remplacer toute discussion à vocation pédagogique par une procédure disciplinaire immédiate.

Au même moment, le samedi 24 janvier, la direction d'AgroParisTech de l'Université Paris-Saclay choisissait d'envoyer les CRS aux étudiants qui occupaient l'école. Ceux-ci n'avaient pourtant pas d'autres buts que de donner leur avis sur les cours qu'ils suivent et donc sur l'avenir de l'alimentation et de la nature en France.

Le message est clair, on veut brider les moindres velléités d'expression au sein de la jeunesse étudiante. Alors que les idées d'extrême droite se répandent dans le monde entier, c'est au contraire le rôle d'une université ouverte sur le monde que de soutenir celles et ceux qui veulent réfléchir à leurs responsabilités, s'exprimer, prendre en main leur avenir, celles et ceux qui proposent de construire des alternatives pour l'avenir.

Pour revendiquer leur intégration dans une université, les grandes écoles de l'Université Paris-Saclay doivent adhérer aux valeurs universitaires. Il ne s'agit pas d'imposer aux élèves de subir les discours de l'agro-industrie et des industries militaires, mais de développer un libre-arbitre informé, qui a vocation à s'exprimer publiquement pour contribuer au débat citoyen.

Nos quatre organisations syndicales souhaitent communiquer leur soutien à l'ensemble des étudiant.es inquiété.es.

*Évry- Courcouronnes, le 24 février 2026.*